

M. l'Orateur: Si la question est irrecevable, je ne puis voir comment l'honorable député pourrait la débattre.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): J'aimerais savoir pourquoi la question est irrecevable. Il s'agit d'une chose qui intéresse nombre de citoyens canadiens et il se trouve que le premier ministre a pu annoncer un contrat pour sa propre circonscription. Pourquoi la même règle ne s'applique-t-elle pas à d'autres circonscriptions et à leurs députés élus?

M. l'Orateur: Ma foi, il me semble évident que si nous devons signaler et discuter toute conversation privée qui a eu lieu à chaque réunion privée tenue hors de la Chambre, nous ne pourrions absolument pas nous occuper des travaux de la Chambre.

M. Webb: La question est débattue depuis quelques jours à la Chambre et elle est urgente. Hier soir, le ministre du Commerce a annoncé hors de la Chambre, comme le gouvernement actuel en a l'habitude, l'octroi de ce contrat. A mon sens, il est évident que le premier ministre est intervenu pour l'avantage de sa propre circonscription au détriment du reste du Canada.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, cette remarque est tout à fait déplacée et contraire à la vérité.

(Texte)

LA VISITE ROYALE

PRÉSENCE DE SA MAJESTÉ AUX FÊTES DE QUÉBEC ET DE CHARLOTTETOWN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports. A la suite de sa rencontre avec Sa Majesté la reine, peut-il nous dire si Sa Majesté sera présente ou non aux fêtes de Québec et de Charlottetown, cette année?

(Traduction)

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Je crains d'être obligé de répondre à cette question de la même façon que j'ai répondu l'autre jour à l'honorable député de Trois-Rivières. L'honorable député ferait peut-être bien de lire le serment des membres du conseil privé.

LE NATIONAL-CANADIEN

CHARLOTTETOWN (Î P.-É.)—CESSION DE L'ADMINISTRATION D'UN HÔTEL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Heath Macquarrie (Queens): Je vous remercie, monsieur l'Orateur, pour avoir reconnu la lointaine aile droite de l'opposition. J'ai une question à poser au ministre des Transports. Elle fait suite à celle que lui a adressée le député aîné de Queens, le 25 mai. Est-il maintenant en mesure de nous dire si, oui ou non, l'hôtel de Charlottetown sera confié à une autre administration que celle du National-Canadien?

M. l'Orateur: Comme cette question réclame une réponse détaillée, ne devrait-elle pas être inscrite au *Feuilleton*?

LES PUBLICATIONS

NOUVELLES INSTANCES AU SUJET DES MAGAZINES «LIFE» ET «READER'S DIGEST»

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): L'autre jour, à la suite de la disparition de la revue *Liberty*, j'ai demandé au premier ministre s'il avait rencontré les représentants de *Maclean-Hunter* ou les éditeurs de *Liberty* au sujet de leur situation et je me demande s'il a pris connaissance des instances qu'on lui a adressées ou qu'il recevra bientôt de la part des éditeurs de revues destinées aux consommateurs qui sont menacées de disparition?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je n'ai eu aucun contact avec les éditeurs de la revue *Liberty* et ceux-ci n'ont pas demandé dernièrement d'établir ces contacts. Il y a quelques semaines, j'ai rencontré un représentant de la maison d'édition *Maclean-Hunter* au sujet de la revue *Maclean's*.

M. Fisher: Puis-je poser une question supplémentaire? Le premier ministre a-t-il l'intention de rencontrer prochainement les éditeurs qui ont déclaré publiquement que les revues *Time* et *Reader's Digest* constituaient la principale menace à leur survivance?

Le très hon. M. Pearson: Ma foi, ils m'ont déjà présenté des instances, monsieur l'Orateur. S'ils ont quelque chose à ajouter, je suis tout disposé à recevoir leurs commentaires.

(Texte)

QUESTION ADRESSÉE AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagoi): Monsieur l'Orateur, je désire poser